



**ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CAHIER DES CLAUSES  
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

---

**Aménagement de l'accueil de l'École supérieure du jardin et de  
l'École nationale supérieure de paysage  
(Marché n° 2025-09)**

---

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux ;

Pouvoir adjudicateur :

Ecole Nationale Supérieure de Paysage

10 rue du Maréchal Joffre

78000 VERSAILLES

Représentée par sa directrice, Mme Alexandra BONNET

Désignation du comptable assignataire :

Madame l'Agent Comptable de Ecole Nationale Supérieure de Paysage

10 rue du Maréchal Joffre

78000 VERSAILLES

Imputation budgétaire : Budget de l'ENSP

Procédure : Marchés passés selon la procédure adaptée conformément à l'article R2123-1 du CCP.

## Table des matières

<b>Article 1 – Objet et durée du marché.....</b>	<b>5</b>
1.1 Objet du marché .....	5
1.2 Durée du marché .....	5
1.3 Décision de poursuivre .....	5
<b>Article 2 – Documents contractuels .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 3 – Prix .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 4 – Délais et conditions d'exécution.....</b>	<b>6</b>
4.1 Délais d'exécution et période de préparation.....	6
4.2 Conditions d'exécution.....	7
4.3 Registre de chantier .....	7
<b>Article 5 – Forme des notifications et informations au titulaire et ordre de service .....</b>	<b>7</b>
5.1 Forme des notifications et informations au titulaire :.....	7
5.2 Ordre de service.....	7
<b>Article 6 – Obligations générales du Titulaire.....</b>	<b>7</b>
6.1 Obligations de confidentialité – Mesures de sécurité.....	7
6.2 Protection des données .....	7
<b>Article 7 – Clause environnementale .....</b>	<b>8</b>
<b>Article 8 – Vérification, exécution et réception des travaux .....</b>	<b>8</b>
<b>Article 9 – Sous-Traitance .....</b>	<b>9</b>
<b>Article 10 – Retenue de garantie .....</b>	<b>10</b>
<b>Article 11 – Modalités de détermination des prix.....</b>	<b>10</b>
11.1 Détermination des prix.....	10
11.2 Caractère du prix .....	10
<b>Article 12 – Avance.....</b>	<b>11</b>
<b>Article 13 – Résiliation du marché – Interruption des travaux .....</b>	<b>11</b>
<b>Article 14 – Modalités de règlement.....</b>	<b>11</b>
14.1 Mode de règlement .....	11
14.2 Présentation des demandes de paiement.....	12
14.3 Règlement du solde .....	12
14.4 Compte à créditer .....	14
14.5 Modalités de paiement direct des cotraitants.....	14
14.6 Comptable assignataire.....	14
<b>Article 15 – Réception des travaux .....</b>	<b>15</b>
<b>Article 16 – Pénalités de retard.....</b>	<b>15</b>
<b>Article 17 – Garanties et assurances .....</b>	<b>15</b>
17.1 Délais de garantie.....	15

17.2 Assurances.....	15
<b>Article 18 – Situation juridique et fiscale .....</b>	<b>15</b>
<b>Article 19 – Loi applicable et langue .....</b>	<b>15</b>
<b>Article 20 – Dérogations au C.C.A.G. ....</b>	<b>16</b>

Le présent contrat est un marché public passé selon une procédure adaptée en application des dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique.

ENTRE :

L'Ecole Nationale Supérieure de Paysage

10 rue du Maréchal Joffre

78000 VERSAILLES

ci-après dénommé « **Le Maître d'ouvrage** »

Représentée par sa Directrice, Alexandra BONNET

**d'une part,**

et :

l'entreprise :

Adresse

Code Postal & Ville

Adresse électronique de notation :

ci-après dénommée

et représentée par :

N°SIRET :

Code APE :

Nom de l'entreprise :

**"le Titulaire"**

Références bancaires :

• Ouvert au nom de : .....

Domiciliation : .....

Code banque : ..... Code guichet : ..... N° de compte : ..... Clé RIB : .....

IBAN :

BIC : .....

Établissement teneur du compte :

Adresse :

Code Postal - Ville

**d'autre part,**

## **Article 1 – Objet et durée du marché**

### **1.1 Objet du marché**

La consultation a pour objet des travaux de restauration et d'aménagements intérieurs des espaces destinés à accueillir l'École supérieure de jardin ainsi que de l'aménagement de l'accueil de l'École nationale supérieure de paysage. Ces travaux sont allotés en 6 lots dont chacun fera l'objet d'un marché :

Lieu d'exécution :  
ENSP – Potager du Roi  
10 rue du Maréchal Joffre  
78000 Versailles

Les offres des entreprises devront intégrer sans coûts supplémentaires après notification du marché :

- que leurs travaux seront concomitants avec les travaux d'un aménageur/décorateur sur la base d'un cahier des charges spécifiques établi par SLSTUDIO ;
- ces travaux seront réalisés en milieu occupé, dont les espaces seront libérés selon un phasage à prévoir lors de la réunion préparatoire de chantier.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ainsi que les CCTP spécifiques à chacun des six lots.

Le présent marché a pour objet l'exécution de travaux de :

- ☐ LOT 1 : Installation de chantier - Maçonnerie
- ☐ LOT 2 : Menuiserie bois
- ☐ LOT 3 : Menuiseries métalliques
- ☐ LOT 4 : Électricité
- ☐ LOT 5 : Chauffage – Ventilation – Plomberie Sanitaires
- ☐ LOT 6 : Peinture – Sols souples

### **1.2 Durée du marché**

La durée contractuelle des marchés court à compter de leur date de notification et s'achève, hors la période de garantie, à la plus lointaine des dates suivantes :

- La levée de la dernière réserve portée au procès-verbal de réception ;
- Le solde financier du marché.

### **1.3 Décision de poursuivre**

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale du marché est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par l'acheteur.

## **Article 2 – Documents contractuels**

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ☒ Le présent marché qui, signé par les deux parties, vaut acte d'engagement et Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- ☒ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) commun aux 6 lots ;
- ☒ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) spécifique à chaque lot ;
- ☒ La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- ☒ Le planning prévisionnel des travaux ;
- ☒ Les plans annexés au C.C.T.P. ;
- ☒ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- ☒ Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci s'y réfère ;
- ☒ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G). Travaux ;

### **Article 3 – Prix**

Le montant du présent marché s'établit comme suit :

#### **Tranche ferme**

Montant hors TVA : .....

TVA à 20% : .....

Montant TTC : .....

*Montant arrêté en lettres à* .....

#### **Tranche optionnelle 1 (hormis le lot 3)**

Montant hors TVA : .....

TVA à 20% : .....

Montant TTC : .....

*Montant arrêté en lettres à* .....

Les travaux seront rémunérés par application des prix de la décomposition du prix global et forfaitaire, annexée.

### **Article 4 – Délais et conditions d'exécution**

#### **4.1 Délais d'exécution et période de préparation**

Le délai d'exécution des travaux est fixé à **4 mois pour la tranche ferme, à 2 mois pour la tranche optionnelle (le lot 3 n'est pas concerné par la tranche optionnelle)**, à compter des ordres de service prescrivant le démarrage des travaux.  
Ces deux tranches pourraient être réalisées simultanément.

Il est fixé une période de préparation d'une durée de **30 jours**, comprise dans le délai d'exécution du marché. Cette période débute à compter de la notification par ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

## 4.2 Conditions d'exécution

Elles sont fixées au CCTP commun et propre à chaque lot.

## 4.3 Registre de chantier

Conformément à l'article 28.5 du C.C.A.G Travaux, un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre, concernant le déroulement du chantier.

Ce registre est tenu à la disposition du représentant de l'acheteur comme de tous les intervenants autorisés et remis au maître de l'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

## **Article 5 – Forme des notifications et informations au titulaire et ordre de service**

### 5.1 Forme des notifications et informations au titulaire :

Conformément à l'article 3.1 du C.C.A.G. Travaux, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

### 5.2 Ordre de service

Conformément aux dispositions des articles 2 et 3.8 du CCAG travaux, les ordres de service seront préparés, datés et signés par le maître d'œuvre qui les notifiera à l'entrepreneur.

Les ordres de service relatifs à l'augmentation de la masse des travaux sont conditionnés à la décision préalable du maître d'ouvrage (article 14.2 du CCAG).

En conséquence, les ordres de service directs du maître d'œuvre relatifs à l'augmentation dans la masse des travaux, n'engagent pas le maître d'ouvrage.

## **Article 6 – Obligations générales du Titulaire**

### 6.1 Obligations de confidentialité – Mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants éventuels des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### 6.2 Protection des données

Chaque partie s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et abrogeant la directive 95/46/CE et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'ENSP est considéré comme le « responsable du traitement » au sens de la RGPD en tant qu'autorité publique déterminant les finalités et les moyens du traitement des données. Le titulaire est généralement considéré comme le « sous-traitant » au sens du RGPD en tant que personne traitant des données à caractère personnel pour le compte de l'ENSP.

Le sous-traitant du marché est considéré comme le " sous-traitant ultérieur " au sens du RGPD en tant que personne à qui le titulaire peut faire appel pour mener des activités de traitement spécifiques.

Les parties conviennent que les données personnelles ne peuvent être traitées que conformément aux finalités qui ont justifié leur communication à l'autre partie. Les parties s'interdisent notamment d'utiliser les données personnelles à des fins de prospection commerciale.

Les données à caractère personnel ne peuvent, à ce titre, faire l'objet d'aucune opération, autres que celles qui seraient éventuellement prévues au titre du présent marché, de la part d'un sous-traitant ou d'une personne agissant sous l'autorité du titulaire.

En conséquence, le titulaire s'engage à :

- ne procéder à des traitements de données à caractère personnel que sur instruction de l'acheteur, et s'abstenir de toute utilisation ou traitement des données non conformes aux instructions écrites de l'acheteur ou étrangers à l'exécution du présent marché, et en particulier à ne faire aucun usage personnel, y compris commercial, des données à caractère personnel transmises ou collectées auprès de l'acheteur ou à l'occasion de l'exécution dudit marché ;
- ne conserver les données à caractère personnel traitées, sous une forme permettant l'identification des personnes, que le temps nécessaire à l'exécution des prestations, objet du marché, sous réserve d'être en mesure de respecter ses propres obligations ;
- communiquer, au plus tard dans un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la demande de l'acheteur, toutes les informations permettant à l'acheteur de satisfaire à une demande de droit d'accès et de communication aux données à caractère personnel traitées pour son compte par le titulaire, émanant de la personne concernée, et à informer sans délai l'acheteur de toute demande qui lui serait adressée directement.

## **Article 7 – Clause environnementale**

Le Titulaire doit mettre en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché toutes mesures visant la réduction des impacts environnementaux, notamment l'empreinte carbone. Le Titulaire s'engage à :

- privilégier des modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteur en CO2 et à optimiser les déplacements professionnels ;
- utiliser du matériel et des équipements économes en énergie et en ressources ;
- produire des livrables sur des supports respectueux de l'environnement ;
- sensibiliser les intervenants aux problématiques environnementales ;
- intégrer les enjeux environnementaux et la réduction de l'empreinte carbone dans la réalisation des prestations, objet de la prestation.

## **Article 8 – Vérification, exécution et réception des travaux**

Les opérations de vérification, d'exécution et de réception des travaux seront effectuées en application des dispositions prévues aux articles 21 à 40 du C.C.A.G. Travaux.

Le titulaire avise l'acheteur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. La procédure de réception se déroule conformément aux stipulations des articles 41 à 44 du CCAG - travaux.



## **Article 9 – Sous-Traitance**

Les dispositions de l'article 3.6 du C.C.A.G travaux s'appliquent.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.
- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (DC 4).

- Modalités de paiement des sous-traitants directs :
  - Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'acheteur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
  - Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'acheteur.
  - Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention «**Autoliquidation**» pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier.

- L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'acheteur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties.

Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents mentionnés au présent article vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement ;

En cas de co-traitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement

### **Article 10 – Retenue de garantie**

Conformément aux articles R2191-32 à l'article R2191-35, une retenue de garantie est prélevée par fraction sur les acomptes, les règlements partiels définitifs et sur le solde. Elle est fixée à 5 % du montant initial du marché.

### **Article 11 – Modalités de détermination des prix**

#### **11.1 Détermination des prix**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise de l'offre, ce mois est appelé M0 (octobre 2025).

#### **11.2 Caractère du prix**

Les prix du marché sont révisables mensuellement.

La révision s'effectue selon les modalités fixées ci-après :

$$P1 = P0 \times (BT / BT 0)$$

P1 = prix hors taxes révisés ;

P0 = prix hors taxes initial ;

BT 0 = index BT du mois de remise des offres (soit octobre 2025) ;

BT = index BT du lot du mois d'exécution des prestations.

Lot	Désignation	Index BT
1	Installation de chantier - Maçonnerie	BT 01
2	Menuiserie bois	BT 18a
3	Menuiseries métalliques	BT 42
4	Électricité	BT 47
5	Chauffage – Ventilation – Plomberie Sanitaires	BT 38

6	Peinture – Sols souples	BT 46
---	-------------------------	-------

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'il lui appartient de calculer le coefficient de révision applicable sur chaque facture établie sur la base des prix initiaux contractualisés par le marché. Il doit, avant tout envoi de facture intégrant les prix modifiés, envoyer les éléments justificatifs de la révision, accompagnés de l'annexe financière actualisée, à l'adresse : [service.financier@ecole-paysage.fr](mailto:service.financier@ecole-paysage.fr)

## **Article 12 – Avance**

Conformément aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du code de la commande publique en vigueur, il est accordé au titulaire (sauf avis contraire de sa part exprimé en infra) le versement d'une avance sur le montant initial du marché (part du marché exécutée à prix global et forfaitaire) ou du bon de commande (part exécutée à prix unitaires) dès lors que le montant du marché ou du bon de commande excède 50 000 euros HT et que leur délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de cette avance est calculé, en fonction de la durée du marché, conformément aux dispositions de l'option B telle qu'elle est prévue à l'article 10.1 du CCAG Travaux et à l'article R. 2191-7 du Code de la Commande Publique :

- Lorsque le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 30%.
- Lorsque le titulaire du marché public n'est par une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 10%.

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG Travaux pour la détermination du montant de l'avance d'un sous-traitant, il sera fait application des modalités de calcul précisées ci-dessus en retenant le montant TTC en prix de base des prestations sous-traitées fixé dans l'acte spécial.

Aucune garantie n'est exigée pour le versement de l'avance.

En cas de nouvelles dispositions de versement des avances, ces dernières s'appliqueront d'office dès la publication du/ou des textes officiels.

Lorsque le montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire le permettent, le remboursement de l'avance est effectué en une seule fois quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant global et forfaitaire toutes taxes comprises du marché. Le cas échéant, le remboursement de l'avance est échelonné, et s'effectue par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, à partir des acomptes versés lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant global et forfaitaire toutes taxes comprises du marché.

☐ J'accepte l'avance

☐ Je refuse l'avance

## **Article 13 – Résiliation du marché – Interruption des travaux**

Les stipulations des articles 49 à 53 du C.C.A.G -Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

## **Article 14 – Modalités de règlement**

### **14.1 Mode de règlement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### 14.2 Présentation des demandes de paiement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 12 du C.C.A.G -Travaux.

Les décomptes afférents au paiement seront établis en avec les mentions légales et les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier,
- Le code CHORUS,
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le numéro du marché et du bon de commande,
- la nature des prestations effectuées,
- le prix des prestations accessoires,
- le taux de TVA légalement en vigueur et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations exécutées,
- la date de facturation.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait par l'acheteur. Le titulaire doit adresser ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse :

<https://choruspro.gouv.fr>

Les paiements sont effectués par virement au compte du titulaire.

**L'entreprise et le maître d'œuvre s'accordent sur le taux d'avancement des travaux lors de la dernière réunion de chantier du mois.**

#### 14.3 Règlement du solde

Le règlement du solde du marché interviendra à compter de la date d'acceptation du décompte général et définitif par le titulaire comme suit :

Le titulaire transmet son projet de décompte final simultanément au maître d'œuvre et au représentant de l'acheteur par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans le délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

Le maître d'œuvre établit le projet de décompte général qui comprend :

- le décompte final ;
- l'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 12.2.1 C.C.A.G Travaux, pour les acomptes mensuels ;
- la récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le maître d'œuvre transmet le projet de décompte général au représentant de l'acheteur dans un délai compatible avec les délais ci-dessous.

Le projet de décompte général est signé par le représentant de l'acheteur et devient alors le décompte général.

Le représentant de l'acheteur notifie au titulaire le décompte général à la plus tardive des deux dates ci-après :

— **trente jours** à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le titulaire ;

— **trente jours** à compter de la réception par le représentant de l'acheteur de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Si, lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des index de référence ne sont pas connues, le représentant de l'acheteur notifie au titulaire la révision de prix afférente au solde dans les **dix jours** qui suivent leur publication. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement des sommes restant dues après révision définitive des prix.

Dans un délai de **trente jours** à partir de la date à laquelle ce décompte général lui a été notifié, le titulaire envoie au représentant de l'acheteur, avec copie au maître d'œuvre, ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserve, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché. La date de sa notification à l'acheteur constitue le départ du délai de paiement.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le représentant de l'acheteur règle, dans un délai de **trente jours** à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire. Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 55 du CCAG Travaux.

Si les réserves sont partielles, le titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

Si le représentant de l'acheteur ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais, le titulaire notifie au représentant de l'acheteur, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, composé :

— du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 12.3.1 du CCAG ;

— du projet d'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'article 12.2.1 du CCAG pour les acomptes mensuels ;

— du projet de récapitulation des acomptes mensuels et du solde hors révision de prix définitive.

Dans un délai de **trente jours** à compter de la réception de ces documents, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie le décompte général au titulaire. Le décompte général et définitif est alors établi dans les conditions fixées à l'article 12.4.3. du CCAG.

Si, dans ce délai de **trente jours**, le représentant de l'acheteur n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le projet de décompte général transmis par le titulaire devient le décompte général et définitif. Le délai de paiement du solde, hors révisions de prix définitives, court à compter du lendemain de l'expiration de ce délai.

Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde. Le cas échéant, les révisions de prix sont calculées dans les conditions prévues à l'article 12.4.2 du CCAG.

Le représentant de l'acheteur notifie au titulaire le montant des révisions de prix au plus tard dix jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au représentant de l'acheteur dans le délai de **trente jours** fixé à l'article 12.4.3 du CCAG, ou encore dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 55.1 du CCAG, le décompte général notifié par le maître d'ouvrage est réputé être accepté par lui. Il devient alors le décompte général et définitif du marché.

#### 14.4 Compte à créditer

Le titulaire du marché demande que la personne publique règle les sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du(des) compte(s) précisé(s) ci-après.

- Ouvert au nom de : .....  
pour les prestations suivantes : .....  
Domiciliation : .....  
Code banque : ..... Code guichet : ..... N° de compte : ..... Clé RIB : .....  
IBAN : .....  
BIC : .....

#### 14.5 Modalités de paiement direct des cotraitants

- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur :

☐ un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue au présent marché.

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;

Le paiement est effectué sur :

☐ les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.5.3 du C.C.A.G.-Travaux.

#### 14.6 Comptable assignataire

Le comptable public assignataire des paiements est :

Mme Isabelle PIRES  
Tél. : 01 39 24 62 07  
i.pires@ecole-paysage.fr

### **Article 15 – Réception des travaux**

Le titulaire avise l'acheteur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. La procédure de réception se déroule conformément aux stipulations des articles 41 à 43 du CCAG - travaux.

### **Article 16 – Pénalités de retard**

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché, d'une tranche ou d'un bon de commande pour lequel un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixé, il est appliqué une pénalité journalière de **1/500 du montant hors taxes de l'ensemble du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.**

### **Article 17 – Garanties et assurances**

#### **17.1 Délais de garantie**

Les dispositions correspondantes sont celles prévues à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

#### **17.2 Assurances**

Avant la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les sous-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

### **Article 18 – Situation juridique et fiscale**

Le titulaire du marché affirme, sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie aux torts exclusifs de la société pour laquelle il intervient, que lui et ladite société :

- ne font pas l'objet d'une interdiction de soumissionner aux marchés et accords-cadres ;
- que l'entreprise est en règle, au niveau de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés visée par les articles L 5212 -1 à 4, L 5212-5, L 5212 -9 à 11, R 5213 - 39 du Code du Travail ;
- que l'entreprise n'est pas en redressement judiciaire ou est en redressement judiciaire mais a été autorisée à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

### **Article 19 – Loi applicable et langue**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le tribunal administratif de Versailles est seul compétent. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

**Article 20 – Dérogations au C.C.A.G.**

<b>L'article ci-dessous du présent AE - C.C.A.P :</b>	<b>Déroge à l'article suivant du C.C.A.G :</b>	<b>Relatif à :</b>
2	4.1	Ordre de priorité
16	19.2.1	Pénalités de retard



ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Fait en un seul original

A .....

Le .....

Signature du candidat

Porter la mention manuscrite

«Lu et approuvé»

VISA OU AVIS DE L'AUTORITE CHARGEE DU CONTROLE FINANCIER

Signature

A .....

Le .....

ACCEPTATION DE L'OFFRE DU REPRESENTANT LEGAL DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Signature du représentant légal

A Versailles

Le .....

DATE DE NOTIFICATION DU MARCHE